

La critique du capitalisme

«Mais pourquoi y a-t-il des gens qui critiquent le capitalisme...? »

Liberté d'entreprendre, économie de contrats « gagnant-gagnant », « capitalisme populaire » du « tous actionnaires », égalité des chances, initiative, responsabilité, « équité » (censée remplacer la « ringarde » égalité) où les plus récompensés sont bien sûr les plus méritants, ceux qui prennent des risques, etc... Comment refuser ce système, qui certes, « n'est pas parfait », mais serait, comme la démocratie, le « pire à l'exception de tous les autres »?

La réalité est bien autre. Beaucoup de gens ignorent ce qu'entendent les communistes par « l'exploitation » dans le système capitaliste, ou dans l'économie de marché en général (capitalisme et économie de marché sont deux choses différentes).

-
Au programme:

-
1. Qu'est-ce que le capitalisme?

2. Qu'est-ce que l'exploitation?

3. Quelques réflexions sur l'égalité

Qu'est-ce que le capitalisme ?

Afin de ne pas se vautrer dans les mêmes travers que les auteurs anticommunistes qui ne définissent pas le communisme, ou alors le définissent comme étant l'ensemble des régimes qui se sont réclamés du communisme (alors que le communisme est avant tout une *idée* largement antérieure à ces régimes), il faut d'abord définir le capitalisme. La différence entre le capitalisme et le communisme, c'est que le premier a d'abord été un système économique concret avant d'être théorisé par des penseurs politiques ou économistes.


Une définition du capitalisme

Le capitalisme est un système économique où les biens de production et d'échange sont privés, où l'initiative de la production est privée et répond à un objectif de rentabilité par la mise à profit du travail d'autrui dans le cadre d'une activité marchande (mais pas forcément concurrentielle), et où le développement de l'activité tend vers une concentration du capital et le développement du salariat ou de la main-d'œuvre servile.

▶ 1. Le capitalisme n'est pas l'économie de marché


Cette confusion est entretenue de tous les côtés (capitalistes comme anticapitalistes). L'économie de marché est un système où des agents cherchent à produire et écouler leurs biens et services (offre) auprès des demandeurs éventuels en adaptant le prix qu'ils proposent en fonction du degré de rareté des unités qu'ils produisent et de l'utilité pour l'acheteur; il y a ajustement des offres et des demandes par les prix, et l'offre n'est pas déterminé par un plan ou une loi imposée par une autorité. **Rien dans la définition globale de l'économie de marché n'interdit qu'un agent offreur (une entreprise par exemple) soit la propriété de la collectivité.** Rien n'oblige non plus à l'existence du salariat: une économie où il n'y aurait que des artisans, des commerçants, des agriculteurs individuels et où le salariat serait une exception rare peut quand même être une économie de marché. Rien n'oblige non plus, dans cette économie, à l'existence de revenus de la propriété. Des producteurs/ vendeurs individuels ou familiaux mettent en vente le fruit de leur travail, et leur revenu est le revenu de leur travail, pas de leur propriété.

A l'inverse, le capitalisme impose l'existence de revenus de la propriété. Je possède un capital (une usine, un terrain, une somme d'argent, etc...) et je « propose » (en supposant qu'il s'agisse d'un contrat « libre ») à un ou plusieurs autres individus de faire travailler ce capital (travailler dans l'usine, travailler la terre, utiliser l'argent pour bâtir une affaire commerciale) et réaliser un revenu dont je toucherai une partie, parce que je suis propriétaire du capital utilisé. Si je ne réalise pas ce revenu, ma propriété privée ne m'aura servi à rien (on exclut ici les propriétés durables mais de consommation comme une résidence personnelle ou une voiture personnelle) d'où l'idée que **la propriété privée des biens mène logiquement à la rémunération du capital.** Il va de soi aussi que l'individu qui travaille pour lui-même mais ne fait travailler personne d'autre pour lui ne touche aucun revenu de la propriété, seulement le revenu de son travail, et n'est donc pas capitaliste.

 Il faut aussi noter que dans cette définition, puisque le capitalisme n'est pas l'économie de marché, que le capitalisme ne se distingue nullement par le respect des règles de la concurrence ni par celles du marché sans entraves étatiques. L'important est que les biens soient privés et qu'il y ait une recherche spontanée de profits privés. Un pays où un nombre importants de secteurs sont en monopoles privés ou un pays protectionniste n'en est pas moins capitaliste pour autant. Comme nous l'avons dit plus haut, **l'économie de marché peut exister sans le capitalisme** (on aurait une économie où il n'y aurait que des agents individuels) **et le capitalisme peut exister sans l'économie de marché**. D'ailleurs, dans l'analyse marxiste, le jeu des forces marchandes mène à la constitution de monopoles, ce qui faciliterait la prise de contrôle par les prolétaires des entreprises, puisque moins nombreuses; les mesures anti-trust ne seraient que des réactions de l'Etat soumis à la classe capitaliste pour retarder l'inéluctable.

2. Capitalisme et « capitalisme d'état »

Ensuite, le capitalisme repose, sur le fond, sur la propriété privée des biens. On parle parfois de « capitalisme d'état », que ce soit pour désigner les entreprises publiques dans les pays considérés comme globalement capitalistes (la France par exemple), ou d'autres pour parler de l'URSS et ses clones. En réalité, ces expressions n'ont pas trop de sens: un état, lorsqu'il possède une entreprise, ne l'utilise pas toujours pour en tirer des dividendes. Car il n'y est pas forcé: en effet, dans de nombreux pays du monde, la ressource principale de l'état, c'est non pas le revenu de ses entreprises, mais l'impôt et les prélèvements obligatoires. Quant aux entreprises des économies de type soviétiques, elles étaient souvent en déficit, et coûtaient plus à l'Etat qu'elles ne rapportaient. En France non plus, le secteur public n'enrichit pas l'Etat-actionnaire. Un propriétaire privé, sauf s'il s'agit d'un chef mafieux, ne peut pas lever l'impôt auprès de ses concitoyens. Son principal moyen de s'enrichir en tant que propriétaire, c'est la recherche de rémunération de son capital. Ce qui m'amène à penser que **le capitalisme réel n'existe que dans la propriété privée. Un pays voulant fonctionner sur une économie de marché mais nationalisant la majorité de ses entreprises n'est plus capitaliste.**

 Certains voudront voir comme critère du capitalisme l'accumulation de capitaux; une entreprise réalise un chiffre d'affaires, rémunère ses fournisseurs, ses salariés, puis garde une marge, qui outre les impôts et les profits, servira au financement de l'investissement et le renouvellement des équipements. Cette part du revenu créée grâce aux salariés et aux fournisseurs et qui ne leur est pas reversée mais utilisée pour créer de nouveaux instruments de production est *l'accumulation*. Mais elle n'est en rien distinctive du capitalisme puisque les économies planifiées d'URSS ou de Chine aussi renaient une partie de la production des travailleurs pour financer de nouveaux outils de production, et souvent même avec des taux d'accumulation très élevés! Ce qui distingue fondamentalement le capitalisme, c'est le revenu de la propriété, c'est-à-dire la rémunération du propriétaire parce qu'il est propriétaire, pas pour son travail ni pour investir.

Certains auteurs de gauche libertaire ont vu dans l'économie soviétique une économie capitaliste parce que les travailleurs ne géraient pas collectivement leurs entreprises, parce que le régime était dictatorial, et donc la force de travail de l'ouvrier reste une marchandise, ce qui

ne serait plus le cas dans une production autogérée. Ce dernier point est juste, mais ne suffit pas à gommer les différences fondamentales entre les économies de plan et les autres. Une économie capitaliste, se distinguant par la propriété privée et la rémunération du capital, n'est pas compatible avec une économie totalement planifiée, où les quantités produites sont décidées par l'Etat. Car même si les entreprises restent privées, l'Etat n'est pas obligé de maintenir des profits, et il n'y a plus de recherche spontanée du profit par une production d'initiative privée.

3. Les cas limites

Le cas de certains régimes reste sujet à caution. C'est par exemple le cas de l'Allemagne nazie des années trente. Vous avez peut-être entendu la sinistre boutade qui dit que l'Allemagne d'Hitler était « socialiste » parce que dirigée par un parti qui a le mot « socialiste » dans son nom (le parti « national-socialiste »)! Selon ce même raisonnement, la République Démocratique Allemande (RDA) devait donc être considérée comme une démocratie. Plus sérieusement, certains auteurs affirment que l'économie nazie était planifiée, et en profitent pour rebalancer la vieille thèse de la proximité idéologique entre le IIIème Reich et l'URSS, ces deux régimes n'étant paraît-il différents que par le caractère nationaliste de l'un et « internationaliste » de l'autre. Ceci amène quelque réflexions: si il y a bien sûr des secteurs qui dépendaient largement des grands travaux et des commandes d'état, Hitler n'a cependant jamais collectivisé l'agriculture allemande, ni le commerce, ni supprimé la propriété privée dans de nombreux secteurs de l'économie. Le fait qu'une certaine planification (inspirée du Premier Reich lors de la Première Guerre Mondiale) et la « mise à disposition du Trésor » des bénéfices des sociétés n'enlève pas que des profits furent reversés aux capitalistes allemands et étrangers (américains par exemple) présents dans le Reich. Ensuite, le développement du secteur d'état ou répondant aux commandes d'état, en premier lieu le secteur de la défense et de l'armement, au cours des années trente en Allemagne s'explique surtout par deux points: la réalisation du plein-emploi promis par Hitler (ce qui n'obligeait pas à la planification globale de l'économie, seulement des secteurs nécessaires pour caser les chômeurs), mais surtout la préparation de la guerre.



Les économies de guerre


Venons-en à ce point particulier: dans le cas d'une économie de guerre, il n'y a de toute façon plus d'économie de marché ouverte qui tienne. L'état doit contrôler son commerce extérieur, organiser les productions de guerre; dans le cas d'un régime qui fait de l'autarcie un objectif idéologique et militaire, la réorganisation de l'économie par l'Etat fait partie des nécessités pour que l'Etat allemand puisse sauver « son » capitalisme des désordres qu'entraîne la limitation des échanges. Que l'Allemagne, vers 1937-1938, soit quatre à cinq ans après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, ne soit plus une économie de marché ne signifie pas une proximité de pensée avec l'URSS. Dans les cas de guerres, mêmes les régimes foncièrement capitalistes ou partisans de l'économie de marché se rapprochent de la planification. N'oublions pas que les planificateurs soviétiques se sont beaucoup inspirés de l'économie de guerre allemande de la Première Guerre Mondiale; que les USA eux-mêmes ont dû planifier

une partie de leur production au cours de la Seconde Guerre Mondiale. Ce qui ne faisait nullement de ces deux pays des régimes socialistes ou planificateurs par nature. La guerre étant le programme fondamental du nazisme, on ne peut s'étonner qu'il y ait eu dans ce régime un penchant précoce pour le dirigisme d'état. L'URSS est un cas profondément différent, puisque les principes économiques qui correspondent au temps de guerre dans les pays d'économie de marché sont appliqués de tous temps en URSS (comme le dit J. Sapir, l'URSS était une « économie de guerre en temps de paix »).

Au sujet d'Hitler, il faut préciser à ceux qui se méprennent encore ce qu'était le « socialisme » d'Hitler. Pour Hitler, les capitalistes se divisent en deux: d'un côté les « bons » capitalistes, ceux qui dirigent des industries, produisent des biens, et de l'autre les « mauvais », ceux de la finance. Vous l'aurez compris, pour Hitler, les premiers sont « aryens », et les seconds sont censés être juifs (voir par exemple la biographie d'Hitler par François Delpla, éd. Grasset, 2005). Cette « analyse » n'a rien à voir avec celle de Marx ni des autres penseurs socialistes. Pour Marx, le capitalisme, qu'il soit industriel ou financier ou autre, est spéculatif et exploiteur, il n'y a pas de bons ou mauvais capitalistes .

4. Le capitalisme historique

Je ne vais pas faire ici l'histoire du capitalisme. Un tel sujet épuise des encyclopédies entières. On peut juste ici faire des remarques sur un point comme: Quand le capitalisme commence-t-il? On peut répondre qu'il n'y a pas de date de naissance du capitalisme. Il serait absurde de faire naître celui-ci avec la révolution industrielle en Grande-Bretagne ou ailleurs. Ce serait faire complètement oublier le rôle de la colonisation des Amériques depuis le seizième siècle dans le développement du capitalisme, ainsi que les débuts de l'activité financière dès la fin du Moyen-Age européen.

 Le capitalisme, puisqu'il repose sur la prise de profit sur le travail d'autrui, suppose donc le développement du salariat, le développement de la manufacture puis de l'usine. Le développement des colonies esclavagistes a stimulé la production des manufactures européennes auprès desquelles les planteurs se fournissaient à défaut de penser que les revenus de la Traite aient ou non joué un rôle important dans le financement des investissements initiaux de la première révolution industrielle anglaise. Il est donc impossible d'arrêter une date précise de début du capitalisme. On aurait aussi pu s'intéresser au développement de la finance en Europe, qui fait de la spéculation et de la rémunération du capital un système dépassant la pratique ordinaire de l'usure en époque féodale (où le prêt rémunéré était plus ou moins toléré sur le plan religieux). Or le développement de la finance (italienne, flamande ou autre) remonte au Moyen-Age finissant.

Le capitalisme a donc grossi sur les cinq derniers siècles de l'Histoire occidentale. Même si l'essentiel de l'économie européenne est féodale jusqu'au XIXème siècle, il n'y en a pas moins des secteurs « de pointe » parmi lesquels on trouvera la traite négrière (capitiaux privés ou mixtes, recherche de bénéfices à partager avec l'armateur, et donc spéculation sur le capital avancé –ici les flottes surtout) annonçant le capitalisme.

► 5. Démystifier le capitalisme

Il faut, par ce passage introductif, combattre quelques idées saugrenues qui servent d'arguments aux défenseurs du capitalisme. La première de ces idées veut que le capitalisme soit le régime de la libre entreprise, la liberté d'entreprendre étant un droit accessible à tous. Or, si le capitalisme est un système de propriété privée, rien n'indique que chacun aie une propriété privée, et encore moins que chacun aie sa propre entreprise! C'est d'ailleurs la stricte réalité dans les états capitalistes, où le taux de salariat est très élevé.

Rien n'indique non plus que les individus, en pays capitaliste, aient tous vocation à être libre: une société esclavagiste peut être capitaliste comme le furent les nations européennes jusqu'au XIXème siècle (comme nous l'avons dit plus haut, il est aberrant de faire commencer le capitalisme au XIXème siècle).

Un argument particulièrement bouffon prétend que le capitalisme est incapable de toute barbarie (gentil pour les esclaves noirs, les amérindiens liquidés en « dommages collatéraux », et les autres victimes du capitalisme) parce que le capitalisme est basé sur le « Droit ». Les gens qui balancent ce genre de foutaises s'imaginent qu'il y a un droit naturel, tombé du ciel, objectif pour tous. En réalité, le droit n'est jamais que la création du pouvoir. Si le pouvoir décrète, par exemple, que les amérindiens ne sont pas des citoyens, que les noirs peuvent être esclaves, qu'il n'y a pas de droit aux soins médicaux gratuits pour les plus pauvres, alors il peut y avoir génocide, traite, surmortalité. Si le pouvoir édicte un droit infâme et barbare, la «liberté capitaliste » consistera à pratiquer l'infamie et la barbarie. Ensuite, en réponse à un dernier argument, il suffit de constater l'état de dictature durable en Chine ou en Tunisie pour vérifier que le capitalisme n'est pas le vecteur de la démocratie, et qu'au contraire la défense du capitalisme a suscité la création de plusieurs dictatures à travers le monde (Grèce des colonels, Chili, Indonésie de Suharto, Vietnam du Sud...).

Qu'est-ce que l'exploitation?

► Contrats « gagnant-gagnant » ou exploitation ?

Dans une économie de marché de propriété privée, les contrats que les individus passent entre eux, entre vendeurs et employeurs, entre vendeurs de travail (salariés) et acheteurs de travail (employeurs), sont censés et être libres et spontanés. Partant de ce principe, un contrat ne peut être passé que s'il est dans l'intérêt des deux parties. Ainsi, personne n'est jamais perdant dans l'économie dite « libre », on gagne plus ou moins, mais personne n'est volé. Que répondre à ce beau raisonnement?

...On peut lui répondre qu'il ne considère que le gain dans l'absolu pour les individus. Ainsi, on peut dire que dans un pays où il n'y aurait pas d'assurance-chômage, un chômeur a toujours intérêt à passer un contrat avec un employeur qui le paiera une misère: le salarié gagne de ne pas mourir de faim, et l'employeur gagne des heures de travail: gagnant-gagnant!

Et si nous décidions que le travailleur avait droit à un revenu correspondant au travail qu'il fournit, et que le bas salaire qui lui est octroyé était un vol parce que situé en-dessous de ce à quoi il a droit? Mais comment déterminer le salaire « juste »? D'abord voyons ce que les travailleurs produisent et méritent par rapport aux propriétaires du Capital.

L'exploitation par la plus-value

► 1. Seuls la nature et le travail peuvent créer des biens et services

Comme le diraient Marx & Engels (mais il n'y avait pas besoin d'être marxiste pour ça), seuls la nature et le travail humain créent des richesses. La nature fournit un nombre considérable de ressources, mais celles-ci sont quasiment inutilisables sans le travail humain.

+ Seul l'oxygène est disponible sans aucun travail, ce qui fait qu'il n'a pas de prix. Pour tout le reste, aussi bien l'alimentation que l'eau (potable) nécessite le travail humain. Pour transporter, cultiver, façonner, trier, conserver, le travail humain est nécessaire; on peut objecter que la machine fournit aussi un effort de plus en plus considérable. Mais la machine n'est elle-même que le produit du travail (du travail incorporé) et ne sert à rien sans la manipulation, l'ingénierie, la maintenance humaine.

► Bref, seuls le travail et la nature produisent. Le capital (que ce soit sous la forme de terrains, bâtiments, équipements, crédits...) ne fournit aucune production en soi.

Comme le dit Bernard Maris, mettez vingt francs en boîte, abandonnez-les dix ans, rouvrez-les, vous n'aurez que vingt francs, et moins que ça en pouvoir d'achat.


La cybernétique justifiera-t-elle le capitalisme?

Certains partisans du capitalisme pensent que le progrès technique leur a donné raison en arguant qu'une chaîne de montage entièrement automatisée peut fonctionner très longtemps sans intervention humaine. On leur répliquera que rien que pour avoir conçu cette chaîne, et pour sa maintenance, même très espacée, il faut des humains; pour programmer cette chaîne il faut des humains. Mais admettons (pour pousser le raisonnement jusqu'à son terme) que dans un futur plus ou moins éloigné, on ait carrément des machines qui se gèrent toutes seules, des androïdes complètement autonomes, qui peuvent prendre des décisions, créer, gérer leurs besoins (car une machine aussi a des besoins) comme un humain pensant. Question: si ces machines sont indépendantes, et qu'il n'y ait pas de programmation à leur imposer (ce qui les ramènerait au rang d'outils et nécessiterait le travail de l'homme), alors comment un capitaliste pourrait-il contraindre ces machines à appliquer ces ordres? Soit ces machines sont autonomes, et dans ce cas elles ne peuvent être le bien de quelqu'un, et dans ce cas il faudra même négocier avec elles pour qu'elles travaillent (comme des salariés donc). Soit alors on peut les soumettre à la volonté de l'homme, mais dans ce cas l'homme doit la programmer et donc travailler. Même en supposant un monde où toutes les tâches physiques sont robotisées, pour que ces tâches servent l'homme il faut toujours remonter au travail humain qu'est la programmation, sans compter qu'au début de cette ère robotique il aura fallu le travail humain pour concevoir et créer ces machines, qui sans l'homme ne produisent rien et ne servent à rien.

Pour revenir à la situation actuelle, toute production a à sa source le travail. Tout cela semble lapalissades. C'est pourtant sur une logique contraire qu'est basé le capitalisme.

2. La propriété privée impose la rémunération du Capital

Dans une économie capitaliste où le capital est concentré et le salariat s'est largement répandu, la principale unité de production de « valeur ajoutée » (soit l'écart entre les recettes d'un producteur et ses coûts de production matériels hors achats et remplacements des équipements de production) sont les sociétés, dont la propriété est partagée entre plusieurs personnes physiques et/ou morales.

 La France compte plus de 2.5 millions d'entreprises; mais les 50.000 plus grandes entreprises (en termes d'effectifs salariés) réunissent plus de la moitié du salariat et de la valeur ajoutée des sociétés. L'immense majorité des entreprises françaises ont zéro ou un

salariés; les petites entreprises (moins de dix salariés) représentent au moins 90% des entreprises. Ce n'est pas là que se trouvent les sociétés de capitaux, celles qui versent des dividendes, donc des revenus de la propriété aux détenteurs de l'entreprise. Les entrepreneurs de petite taille, classés dans les « entreprises individuelles » (« individuelles » est surtout relatif à la propriété de l'entreprise; ces entreprises peuvent avoir des salariés, mais souvent zéro ou un) touchent, selon la dénomination de l'INSEE, un « revenu mixte » qui vient à la fois de leur travail dans l'entreprise (puisque dans ces entreprises, le propriétaire fait tout ou presque du travail) ou de la propriété (s'ils ont un bénéfice sur le travail de leurs salariés s'ils en ont). Ce n'est pas sur eux que porte la critique du capitalisme.

► Dans les entreprises qui nous intéressent, à savoir les sociétés, les salariés, qui sont plusieurs millions pour quelques dizaines de milliers d'entreprises, font l'essentiel du travail, sinon la totalité, dans le cas où les directeurs de l'entreprise sont salariés. Dans la valeur ajoutée de ces sociétés, la répartition du revenu, en France, se fait globalement ainsi (voir chiffres de l'INSEE):

- **Soixante pourcent environ de la valeur ajoutée va aux salariés**, parfois un peu plus, que ce soit pour le salaire net ou les cotisations sociales;
- Quelques points de la valeur ajoutée sont directement versés à l'Etat au titre d'impôt sur la production; mais l'Etat prélève aussi d'autres impôts (comme l'impôt sur les bénéfices des sociétés);
- **Plus de trente pour cent de la valeur ajoutée constituent la marge de l'entreprise;** elle est répartie ainsi:
 - Entre 15 et 20% de la valeur ajoutée est épargnée, c'est-à-dire finance les investissements et amortissements de l'entreprises. Au milieu des années 90, les entreprises françaises se retrouvèrent avec un taux d'autofinancement supérieur à 100%, c'est-à-dire épargnèrent plus qu'elles n'investissaient et se désendettaient (dans la plupart des cas, elles sont en besoin de financement).
 - L'entreprise doit aussi assumer d'autres dépenses: remboursement des emprunts, constitutions de provisions...
 - ...et bien évidemment, la principale raison d'être de la société, la distribution de dividendes. En 2002, 53 milliards d'euros de dividendes *après impôts sur les sociétés* ont été versées, et l'Etat a touché 27 Mds d'euros au titre de cet impôt en provenance des sociétés non-financières (mais la recette de l'IS est nettement supérieure si on prend l'ensemble des sociétés assujetties à cet impôt). Bref, 80 Mds d'euros de dividendes bruts ont été versées. Les actionnaires « subissent » la double-imposition entre impôt sur les sociétés et impôt sur le revenu des personnes physiques (l'Etat français leur accorde des rabais d'impôt sur le revenu).



Ce que l'on pourrait faire de cet argent...

Si l'on s'intéresse au nombre d'emplois qui pourraient être financés par le montant des dividendes, il faut retenir le montant des dividendes bruts, et ce sans tricherie aucune; si 80 Mds d'euros finançaient l'équivalent en salaires bruts, l'Etat perd environ 34% de la somme en impôts sur les sociétés, mais en gagne 45% au moins en cotisations sociales, ce qui permet aussi de récupérer une partie des recettes fiscales qui ne proviendront plus de la CSG. D'autant qu'il est fallacieux de considérer que l'impôt sur les sociétés ne fasse pas partie du revenu des actionnaires: l'impôt fait partie de notre revenu, car, pour l'essentiel, l'impôt est le prix que nous payons pour les services publics dont on peut profiter (éducation, santé, sécurité...), même si l'on peut évidemment contester des gaspillages (quoique à mon avis, si des économies étaient réalisées, il serait tout aussi intelligent de les réinvestir dans de nouveaux services plutôt que de baisser les impôts...).

▶ 3. En quoi la rémunération du capital est un vol

Pour aller plus loin dans la définition de l'exploitation, je propose de réfuter les arguments des pro-capitalistes qui justifient l'existence de cette rémunération:

« Il faut bien que l'on rémunère le talent et le travail de l'entrepreneur »

Cet argument ne tient pas pour tout ce qui est dividendes, loyers, intérêts, car dans une économie moderne le directeur de l'entreprise, si elle dépasse une certaine taille, n'est plus le propriétaire ni souvent le fondateur de ladite entreprise. Tout ou partie des revenus du capital vont à ceux qui n'ont ni fondé, ni géré l'entreprise, et souvent n'y mettent pas un pied. Aujourd'hui il faut se garder d'employer abusivement le terme « patrons » et porter de plus en plus la critique sur les propriétaires réels du capital, les actionnaires donc.

« Il faut bien rémunérer les investisseurs sinon les entreprises ne peuvent plus recevoir de capitaux »

Cet argument a la force de l'évidence et pourtant il ne s'agit que d'un argument d'autorité. Puisque tous les propriétaires de capitaux ou presque sont des propriétaires privés, alors ils ne manqueront pas de se faire rémunérer chaque fois qu'on lui demande de prêter son capital ou de l'investir. Mais si maintenant on change les règles, et que l'on instaure une épargne collective, avec un ou quelques fonds d'épargne collective, alors cette contrainte disparaît. Si l'épargne est la propriété des salariés dans leur ensemble, alors ceux-ci n'ont pas besoin d'exiger que les entreprises –donc le travail des salariés, soit eux-mêmes– soient ponctionnées pour les rémunérer.

« Il faut bien que les capitalistes compensent le risque de pertes en faisant des bénéfices »

Très globalement, les capitalistes, *dans leur ensemble*, font des profits. Il y a eu quelques périodes où le montant relatif et absolu des dividendes versées était très bas (en France vers

1980 par exemple) mais dans l'ensemble le capitalisme procure nettement plus de gains que de pertes: le système aurait été abandonné dans le cas contraire, en faisant chuter l'investissement.

« Il faut que l'emprunteur rémunère le prêteur pour honorer le prix du temps »

C'est la théorie que l'on expose dès la première année de faculté aux étudiants en économie : les individus ont généralement une « préférence pour le présent », c'est-à-dire qu'une somme de 1000 euros aujourd'hui a plus de valeur pour moi que la même somme qui me serait versée dans un an, et ce même sans parler d'inflation. Qu'il faille maintenir la valeur d'un capital en rapport avec l'inflation, c'est normal, j'en conviens; mais la théorie en question soutient qu'en raison des nombreuses incertitudes de l'avenir, on préfère disposer d'argent tout de suite que de façon différée (des exceptions sont possibles). Ainsi on débouche sur le fait que si j'investis 1000 euros dans une affaire quelconque, on devra me rendre plus que 1000 euros pour que le « prix du temps » soit compté, et ce même à inflation nulle. Cela appuierait la justification de l'intérêt réel (c'est-à-dire hors inflation), des dividendes, etc...

Or cet argument est aisément parable car la « préférence pour le présent » est un fait subjectif. Raisonons à inflation nulle: en l'an 1, j'investis 1000 euros dans une entreprise; en l'an 5, les travailleurs de cette entreprise me doivent 1100 euros, afin de payer mon « prix du temps ». Mais la « perte » que j'endurerais si on ne me versait que 1000 euros en l'an 5 n'est qu'une perte *subjective*: à inflation nulle, mon pouvoir d'achat reste le même en l'an 1 et 5, alors que mon capital en lui-même n'a rien produit. A l'inverse, les travailleurs qui devront me verser 100 euros de plus eux, vont faire une perte *objective* par rapport à ce qu'ils ont produit. Il faut aussi rappeler que si un individu place son argent, cela signifie que de toute façon, il n'a pas un besoin urgent de consommer ladite somme; et cela n'empêche que grâce aux intérêts, du moins s'ils sont supérieurs au taux d'inflation, l'individu en question se sera enrichi par la propriété, et pourra consommer d'avantage (même avec l'inflation), mais dans une période différée, et donc se sera enrichi en dormant.

Quant à l'argument « je ne sais pas où je serai dans 5 ans alors autant exiger le maximum », il vaut aussi pour les salariés, qui pourraient alors exiger des sursalaires dans le futur car eux aussi auraient pu dépenser leur force de travail ailleurs et nul ne sait si l'on vivra encore demain!

Exemple d'exploitation

Pour finir l'explication, voici un texte pour expliquer la notion d'exploitation que j'ai rédigé en 2005:

« Ce que nous entendons par exploitation, ce n'est pas le fait que les "patrons" seraient tous des salauds maltraitant leur salariés, cherchant à rogner sur leurs droits et leurs congés, à les sous-payer ou à ne pas les payer par exemple.

Ce n'est pas de cela qu'il est question. N'importe quel économiste vous dira qu'un employeur, dans une économie de marché, cherche à employer quelqu'un si l'employé peut fournir par son travail un revenu à l'entreprise, et qu'en échange l'entreprise lui verse un salaire inférieur à ce que le salarié lui procure.

Un petit exemple: un industriel prévoit la possibilité d'une hausse de la demande, et donc pense pouvoir augmenter sa production. Mais pour cela, son entreprise aurait besoin de 100 nouveaux salariés (nous prenons le cas d'entreprises de plus de 50 salariés, qui font plus de la moitié du salariat en France). Il se dit que si son plan de vente fonctionne, ces 100 nouveaux salariés vont ramener à l'entreprise 15.000 euros chacun, soit 1.500.000 euros au total (jolie

somme!) une fois qu'on y aura soustrait les frais matériels de production. Le revenu net de l'entreprise, grâce à cette arrivée de salariés et donc la hausse de production, augmentera de 1.500.000 euros. L'industriel va donc décider, par exemple, pour prendre un taux réaliste de payer ces 100 nouveaux salariés 10.000 euros chacun, soit 1.000.000 d'euros pour ces 100 personnes. Et l'entreprise fait une marge de 500.000 euros. Pourquoi?

Parce que si l'entreprise avait gagné 1.500.000 euros de revenu net et qu'elle avait versé 1.500.000 euros aux 100 nouveaux salariés, alors elle ne gagnait rien et avait autant intérêt à n'embaucher personne et ne pas se compliquer la vie à produire plus.

Donc, dans une économie de marché, un employeur, fut-il l'homme ou la femme la plus affable du monde, et pas forcément un rustre terrorisant ses salariés, ne fait travailler autrui que si il peut tirer plus de son travail (ex: les 1.500.000 euros) que ce qu'il lui rendra (1.000.000 d'euros).

Qu'est-ce que l'entreprise fait de la marge (les 500.000 euros)? Pour l'essentiel, cet argent servira à investir dans de nouveaux équipements, des machines, ordinateurs, ou à remplacer les anciens équipements. Comme quoi cette marge est assez utile, elle permet à l'entreprise d'augmenter ses moyens de productions. Une partie va aussi à l'État sous forme d'impôts mais souvent ces impôts sur la production ne sont pas comptés dans la marge.

Mais ça serait trop beau si ça s'arrêtait là. Et surtout, si les propriétaires de l'entreprise dont on parle, avec leurs 500.000 euros de marge, devaient tout dépenser soit en impôts soit en investissements: là encore, ils n'auraient aucun intérêt à produire. Donc, une partie de la marge va être utilisée pour verser des bénéfices aux propriétaires de l'entreprise, qui sont aujourd'hui souvent des actionnaires: les dividendes.

En France, les dividendes représentent 5 ou 6% aujourd'hui de la valeur ajoutée des entreprises (si on enlève les toutes petites entreprises). Soit, dans notre exemple, 5% des 1.500.000 euros de revenus de l'entreprise, soit 75.000 euros. Ridicule? Pas de quoi fouetter un chat? Pas tellement: en France, en 2002, plus de 350 milliards de francs de dividendes nettes d'impôt sur les sociétés furent versées (53 Mds d'euros).

En quoi ces dividendes constituent-elles une exploitation? Parce que souvent, on se trompe quand on dit "les patrons" et que l'on désigne par là les directeurs, c'est-à-dire ceux qui sont dans l'entreprise et la gèrent. Ceux-là sont de plus en plus souvent des salariés -très bien payés- des propriétaires de l'entreprise, les actionnaires. Le PDG peut être un actionnaire, mais pas forcément. Et surtout, l'actionnaire, lui, reçoit des dividendes simplement parce qu'il possède une part de l'entreprise, pas parce qu'il y travaille. Il s'agit donc d'un revenu sur la propriété, qui n'est pas un revenu du travail, mais qui est pris au dépens du revenu que l'entreprise gagne sur le travail des salariés. Le travail est seul créateur de richesse : on entend de nombreuses pubs pour des services bancaires et financiers qui disent aux clients « votre argent va faire des petits ! ». C'est une fable : l'argent ne vous rapportera d'autre argent que si l'on prête cet argent à des gens qui vont l'utiliser pour travailler et dégager un revenu du travail dont une partie vous reviendra, à vous, prêteur ; ou parce qu'on aura acheté une partie du capital d'une entreprise, donc le travail des salariés créera un revenu dont vous toucherez une partie (faible, mais ça rapporte quand même).

Pour tout résumer, dans le capitalisme, et surtout dans le capitalisme actionnarial d'aujourd'hui, il y a des gens qui s'enrichissent autrement que par le travail. Les actionnaires ont souvent un travail à côté, salarié même souvent ; mais ça n'enlève que leurs dividendes ne sont pas des revenus du travail, il s'agit d'un revenu pris à d'autres.

Voilà ce qu'est l'exploitation. Il ne s'agit pas de dire que les « patrons », qui ne sont souvent plus propriétaires de l'entreprise, sont des salauds qui fouettent les prolos, mais que par définition, dans une entreprise capitaliste, il y a des propriétaires qui s'enrichissent par la propriété, pas par le travail. Certains actionnaires riches ne bossent même pas et sont donc des parasites sociaux complets (ils ne se retiennent cependant pas de traiter les rmistes de



feignasses). Il ne s'agit pas de dire : « actionnaires salauds, au bûcher ! », mais simplement de changer la propriété du capital, pour que cela soit l'Etat ou une collectivité des travailleurs élue, donc plus légitime, qui récupère les dividendes et les utilise pour financer l'emploi ou les retraites par exemple (350 Mds de Francs de dividendes, c'est de quoi financer près de 2 millions d'emplois à 9000 francs nets par exemple !). Ou alors quitter l'économie de marché vers la planification.


Dans l'optique de la « lutte des classes », on peut dire que les salariés, aujourd'hui, en viennent souvent à se battre pour maintenir la part des salaires dans le revenu de l'entreprise (aux alentours de deux tiers aujourd'hui, ce qui me semble la justice minimale car les salariés créent 100% ou presque de la richesse), contre les propriétaires qui défendent les dividendes et leur marge. »

Il faut noter aussi une nette différence entre ma critique de la plus-value et celle des marxistes. Les marxistes calculent la plus-value en faisant la différence entre la valeur créée par les salariés (chiffre d'affaires) moins le coût des intrants matériels, ce qui donne la valeur ajoutée, moins la valeur reversée aux salariés. Ainsi, la plus-value marxiste se rapporte plus à la notion de marge que de dividendes. Or la marge comprend aussi les sommes qui seront allouées à l'investissement, au remboursement des emprunts...J'ai préféré me limiter aux revenus du capital qui vont directement rémunérer les propriétaires, même si on peut se poser la question: ne serait-il pas plus juste que les entreprises soient collectivisées, et que les salariés puissent contrôler la politique d'investissement? De ce point de vue, le fait que la marge finançant l'investissement soit privée est une spoliation, mais pas au même niveau que les dividendes.

4. Les autres revenus du capital

Notons que les dividendes ne constituent pas la seule forme de revenus du Capital. En 2003, en France, pour 45 Mds d'euros de dividendes (en baisse de 8 Mds par rapport à 2002, pour une année de faible croissance; les dividendes repartiront certainement à la hausse dans les années à venir), il y eut aussi près de cinquante milliards d'euros de revenus de l'épargne en tout genre, plus de trente milliards d'euros de revenus des assurances, et plus de vingt milliards d'euros de revenus de la location immobilière privée...

  Comme les dividendes, les revenus du Capital résultant de la finance reposent sur le principe selon lequel le propriétaire d'un bien, même s'il ne l'a pas produit –mais seulement acheté ou a payé sa construction- pourra imposer sa rémunération sur le revenu de ceux qui, comme les salariés du capitaliste, vont faire travailler le capital. Pour ce qui est du prêt, il n'est pas question de contester le fait que celui qui a gagné de l'argent en travaillant puisse l'épargner et le conserver; il n'est pas non plus question de lui reprocher de maintenir le pouvoir d'achat des sommes qu'il a épargnées en recevant un intérêt. Seulement, si l'intérêt ne dépasse pas le taux d'inflation, alors il n'y a pas de rémunération réelle du prêteur.


 Là encore, il ne s'agit pas de nier que l'intérêt du capital prêté, dans une économie de marché, a au moins le mérite de forcer l'emprunter à avoir une activité rentable pour pouvoir

assumer son emprunt. Cependant, petite réflexion: au lieu de verser les intérêts réels (c'est-à-dire les intérêts restant une fois l'inflation déduite) aux épargnants, ceux-ci pourraient être la propriété de la collectivité, afin que le revenu de la propriété versé par l'emprunteur soit converti en cotisation pour la collectivité.

Autre revenu du capital, les revenus de la propriété immobilière louée.

Les revenus de la propriété se justifient-ils?

Là encore l'argument est connu : « l'investisseur » (notez l'utilité du terme « investisseur »: il fait plus actif et moins connoté que « capitaliste » ou « propriétaire », et donne l'impression que l'individu en question produit quelque chose) fait une dépense, il s'interdit la consommation d'une partie de son revenu en achetant ou faisant construire un logement, en assumant les charges (globalement couvertes par les loyers sinon le marché en question se serait effondré), il faut donc qu'il comble cette dépense. Sauf que l'investissement spéculatif (de manière générale, tout investissement capitaliste est spéculatif, c'est-à-dire sert à procurer une rémunération du capital) est prévu pour être rentabilisé par les revenus de la location, et surtout, le logement en question peut être revendu avec un prix souvent à la hausse, ou légué par le propriétaire à ses héritiers, ce qui leur constitue un patrimoine donc une ressource en cas de pénurie de revenus. La dépense que le propriétaire fait, il peut, la plupart du temps, soit la récupérer, en plus des revenus de la location nets (après charges et impôts), ou alors s'en servir pour faire un don (ce qui remplace la dépense qu'il n'a pas faite pour consommer des biens pour lui-même).


 Il s'agit bel et bien d'une exploitation, car le locataire, paie son loyer avec des revenus provenant le plus souvent soit directement du travail, soit de la redistribution des revenus (qui est souvent la redistribution des revenus du travail); le revenu du travail rémunère donc la propriété. Il ne s'agit pas non plus de dire qu'il faudrait supprimer les loyers, et rendre l'occupation des logements gratuite. Il est en revanche possible que le logement soit la propriété de la collectivité (voir aussi le programme communiste).

Montant des revenus du capital en France en 2003
(source: Alternatives économiques –Chiffre de l'économie 2005- d'après l'INSEE)

Type de revenu du capital	Montant en France en 2003 en milliards d'euros
Dividendes brutes (dont impôt sur les sociétés)	61
Revenu hors-charges pour les ménages du logement spéculatif privé	15
Revenu des contrats d'assurance-vie	36
Autres intérêts de l'épargne	38
TOTAL	150

Montant des revenus du capital en France en 2003
(source: INSEE, comptes de la nation)


Type de revenu du capital	Montant en France en 2003 en milliards d'euros
Excédent brut d'exploitation	126,3
Autres revenu de la propriété	89,1


 Je donne ces deux tableaux car c'est dans Alternatives Economiques que j'ai pu trouver le détail entre revenus de l'assurance-vie, des rémunérations du logement spéculatif, des intérêts et dividendes; le second tableau, directement tiré de l'INSEE, confirme les revenus du capital hors-dividendes (dans le premier tableau, revenus du logement+assurance-vie+intérêts = 89 Mds d'euros, comme dans le second tableau). Les 126,3 Mds d'euros d'excédent brut d'exploitation dans le second tableau ne sont pas tous dépensés en dividendes, mais peuvent largement contenir les 61 Mds d'euros de dividendes brutes mentionnées dans le premier tableau. A 150 Mds d'euros, les revenus bruts du capital ne représentent pas une brouille comme veulent le faire croire les défenseurs du capitalisme lorsqu'ils s'attaquent aux gauchistes; cette somme représente 9 à 10% du revenu national, ce qui est beaucoup.

5. Capitalisme populaire ou société de classes ?


Cet argumentaire sur l'exploitation par la dividende serait facilement tenable si la société française se composait en partie de salariés du secteur marchand, et de l'autre d'actionnaires ne travaillant pas, et d'autres classes (fonctionnaires—qui ne versent pas de dividendes à leur


employeur, l'Etat– et les travailleurs indépendants). Or, tout partisan du capitalisme vous répondra que les actionnaires ne sont pas une poignée d'oisifs.

 ●●● Déjà, à l'époque de Marx, le capitaliste travaille dans l'entreprise (possibilité que je n'ai jamais niée), « la bourgeoisie est une classe qui travaille », paraît-il. Cependant, le travail des capitalistes ne justifiait pas l'écart croissant de revenus entre capitalistes et salariés de l'industrie naissante. Aujourd'hui, la configuration a changé: en France, les actionnaires individuels sont 7 millions en 2004, dans 5 millions de ménages. Allons-nous vers le « capitalisme populaire »?

 En effet, si chaque salarié est actionnaire, de son entreprise ou pas, alors les dividendes sont réparties entre les salariés, qui ne font donc plus l'objet d'aucune exploitation!

La réalité est moins simple: pour 15 millions de salariés du secteur marchand, dont la majorité dans les sociétés financières, 7 millions d'actionnaires représentent moins de la moitié du nombre de salariés. D'autant que ces 7 millions d'actionnaires ne sont pas tous des salariés, loin de là: ils se recrutent aussi parmi les 2 millions de travailleurs indépendants, les 5 millions de salariés de la fonction publique ou assimilés, et plusieurs millions d'inactifs, dont 10 millions de retraités.

 ●●● En fait, d'après une étude de 2002 (Taylor Nelson Sofres - Euronext - Banque de France) sur les actionnaires individuels de France, 45% des 7 millions d'actionnaires individuels ne sont pas des salariés. Donc, pour 21 millions de salariés en France, il y a 3,8 millions de salariés actionnaires. On peut y retirer une certaine fraction qui correspond aux fonctionnaires (donc salariés, mais ne produisant pas de dividendes) actionnaires. Bref, seule une faible minorité de salariés du secteur marchand, sont actionnaires. Alors qu'une majorité d'entre eux (les salariés des sociétés non financières) contribuent à fournir des dividendes. Il y a donc bien une exploitation capitaliste pour la majorité des salariés.

 En fait, un chiffre parle plus que tous les autres: les salariés actionnaires de l'entreprise dont ils sont salariés sont 800.000 en France en 2003. 800.000 sur sept millions, cela signifie que lorsqu'une société verse des dividendes, il y a 90% de chances pour que les receveurs ne soient pas salariés de l'entreprise (si l'on suppose que tous les actionnaires ont des parts égales, ce qui n'est bien sûr pas le cas, accentuant plus encore l'inégalité de répartition du patrimoine financier—les actionnaires salariés de leur propre entreprise ne sont pas forcément les plus riches). Donc, dans 90% des cas, les dividendes prises sur le produit des salariés d'une société ne seront pas reversées à des gens qui auront fourni du travail à cette entreprise. Que les receveurs soient salariés dans une autre entreprise ne change rien à l'affaire: se faire exploiter ne justifie pas d'exploiter les autres.

De toute façon, quand bien même tous les salariés des sociétés en seraient actionnaires, l'exploitation n'aurait pas disparu, car cela n'impliquerait pas que tous les actionnaires soient salariés!



Devrions-nous tous être actionnaires?

Si l'on considère que tous les français ou presque, du moins ceux qui ont un emploi, ont une épargne et touchent une partie des revenus du capital (pour ce qui est de la propriété immobilière locative, on ne peut pas dire que la plupart des salariés en disposent, surtout dans un pays où 45% des habitants vivent en location), on pourrait affirmer dans l'absolu que la plupart des français disposent d'une part des revenus du capital (entre 5 et 10% du revenu national de la France). Mais la répartition des revenus du capital et du patrimoine financier est encore plus inégalitaire que celle des salaires et des revenus du travail en général (salaires + revenu mixte des professions indépendantes). Non seulement tous les actionnaires ne sont pas des salariés du secteur privé, mais en plus les actionnaires se répartissent entre ceux pour qui les dividendes constituent un revenu considérable, et ceux pour qui il s'agit d'un revenu dérisoire qui n'assurerait nullement leur survie en cas de perte du travail qu'ils ont en plus d'être actionnaire, et qui leur fournit l'essentiel de leur revenus. Il y a donc une seconde critique que l'on peut apporter quant au fait qu'une fraction de la valeur ajoutée des sociétés sert à financer des dividendes au lieu de financer des emplois: l'ouvrier actionnaire qui possède quelques actions et des dividendes dérisoires ne pourra pas compter sur ses actions pour le protéger du chômage et remplacer son salaire. A l'inverse, la récupération de ces revenus par la collectivité permettrait la réduction du chômage, et donc d'assurer à l'ensemble des salariés, surtout les plus vulnérables au risque de chômage, un risque moindre de rester sans emploi.

Quelques réflexions sur l'égalité

► Les procapitalistes les plus durs (dits aussi « ultralibéraux ») servent à qui veut l'entendre un discours quasiment fascisant, dont on pourrait considérer qu'ils sont les seuls à le tenir, mais qui perce parfois chez les « libéraux » moins « ultra ». Pour eux, dans une société « libre », c'est-à-dire où il n'y aurait pas d'entrave aux initiatives économiques des individus, le classement social des individus correspond à leur talent, leur intelligence et leur esprit d'entreprise. Selon la théorie selon laquelle le revenu que l'on vous verse correspond à « l'utilité » que vous représentez pour votre client, le revenu que vous vous procurez correspond à l'utilité que vous représentez pour les autres individus. Conclusion: si votre revenu est faible, c'est que vous êtes peu utile, et inversement si il est élevé; ceux qui font moins d'euphémismes disent carrément que les pauvres sont ce qu'ils sont parce qu'ils sont idiots, ou parce qu'ils ne veulent pas travailler pour être riches. Les « libéraux » les plus faux-culs expliquent la pauvreté, quand ce n'est pas la faute à l'Etat et aux pesanteurs qu'il infligerait à la société, au fait que les pauvres sont « démotivés ». Ce qui peut s'interpréter de deux manières: soit la « démotivation » est une sorte de maladie mentale dont on pourrait difficilement s'extraire, et donc la pauvreté s'expliquerait par une tare mentale; soit la démotivation est une attitude volontaire, et donc cela renvoie à la thèse précédente (« les pauvres ne veulent rien faire »). Certains argueront que c'est l'Etat qui, par son « idéologie socialisante » inculque la démotivation aux gens; mais les gens sont toujours libres de se défaire de cette inculcation. Bref, les thèses « libérales » sur la pauvreté se déclinent en trois possibilités: 1) c'est la faute à l'Etat qui bloque les initiatives des gens; 2) les pauvres ne veulent rien faire; 3) les pauvres sont idiots.



Doit-on supprimer la redistribution des revenus?

Les « libéraux » les plus durs en concluent donc à l'inutilité de toute redistribution, puisque selon eux, une société « libre » (sans réglementations sociales par exemple) permet à chaque individu de toucher le revenu qui correspond à l'utilité qu'il réalise pour les autres. « Si les pauvres sont idiots, à quoi sert-il de redistribuer, quelle est la légitimité de récompenser les imbéciles? » disent les plus durs. « Si les pauvres ne veulent rien faire, pourquoi redistribuer pour récompenser la paresse? » disent les un peu moins durs. « Tout est de la faute de l'Etat, quant on aura supprimé presque tout étatisme, la société deviendra plus égalitaire », disent ceux qui se veulent « sociaux » et « libéraux » à la fois, en prenant pour exemple les pays d'Asie du Sud-Est (les « NPI » comme Taïwan, la Corée du Sud...) qui sont des sociétés plus égalitaires que leurs voisines sans être particulièrement redistributives. Si on détourne leurs regards vers l'Europe, on voit que les sociétés européennes les plus égalitaires sont les sociales-démocraties scandinaves, qui sont très redistributives. En réalité, il vaudrait mieux donc expliquer les faibles inégalités dans les pays d'Extrême-Orient par des causes nationales, plutôt que d'en faire un résultat du système « libéral ».

► La différence de statut social vient-elle d'une différence des capacités et de volonté des personnes?



Une petite utopie pour commencer...

Commençons par une petite abstraction. Nous sommes sur une terre où cohabitent des individus suffisamment nombreux pour former une société et une économie avec un partage des tâches permettant des gains de productivité. Dans ce monde, tous les individus ont des capacités intellectuelles, physiques (sauf bien sûr pour ce qui est des différences entre les sexes et les âges) rigoureusement identiques. Les individus sont tous également courageux, entreprenants, autonomes d'esprit, et ont une vision claire de ce qui leur procure de l'utilité. Notons aussi qu'ils ont les mêmes critères d'utilité : pour chacun des individus, il importe de consommer le plus de biens et de services d'une certaine catégorie, cette catégorie de biens et de services étant la même demandée par tous les individus; en faculté d'économie, nous dirions qu'ils ont tous la même fonction d'utilité. Voilà, avec cet ensemble de règles tatillonnes, nous avons décrit ce qui pourrait être un exemple parfait de cas de microéconomie.

✚... Pour prouver qu'ils sont tous pareillement entreprenants, tous les individus commencent par chercher leur subsistance en montant leur propre exploitation. Ils pourraient essayer de vivre chacun en autarcie, mais le minimum de connaissances économiques (la fabrique d'aiguilles de Smith) suffit à leur faire comprendre qu'ils doivent se spécialiser et échanger leurs productions. Les voilà désormais tous commerçants-artisans individuels. Mais là encore cela ne suffit pas: ils réalisent que des gains de productivité colossaux peuvent être dégagés si, dans certaines activités d'industrie légère, ils se mettent à plusieurs et se partagent les tâches en évitant toute redondance, suivant l'enseignement de l'un d'entre eux nommé Taylor. Mais problème: si la production devient un acte collectif, à qui reviendra la propriété de l'atelier dans son ensemble, et qui appartiendra la production, au nom de qui sera-t-elle vendue? Ils ont un moment pensé créer des manufactures collectives, où la propriété reviendrait à l'ensemble des participants. Mais, ayant suivi l'enseignement rigoureux de Maître Courtois, ils se sont finalement dit que le communisme était une abomination, et que le simple fait d'instaurer la propriété collective mènerait aux camps de concentration et à la famine; personne n'a vraiment compris le pourquoi de ce raisonnement, mais comme il n'y en a pas un plus intelligent ou bête que les autres, ils en restèrent tous au même jugement. Ils ont donc décidé d'aborder deux solutions: un individu, au hasard puisque originellement les individus sont tous égaux, lance la manufacture en premier; d'autres individus viennent travailler pour lui; la production sera vendue au nom du premier individu, les instruments lui appartiendront, mais il reversera une partie du revenu comme salaire à ses collaborateurs. Bref, le salariat. Notons aussi que l'on constate qu'une fois qu'ils ont commencé à travailler en manufacture, les individus travaillant en collectif n'ont plus le temps de s'occuper de leur ancienne activité indépendante. On est donc salarié ou indépendant, mais pas les deux à la

fois. La seconde solution fut proposée par quelqu'un qui s'horrifiait du mot « salariat », et qui proposa que chaque individu soit toujours considéré comme indépendant, mais vendant au jour le jour des biens ou services ou sa force de travail. Ainsi, le travailleur en manufacture est un commerçant qui vend de la force de travail comme d'autres des cuillères. Mais lorsque l'on eut remarqué que le travail en manufacture devint une activité permanente dans la société en question, et que des individus vendaient donc tous les jours leur force de travail, on constata que cette « seconde solution » n'en était pas une, et qu'il s'agissait dans les faits du salariat. On voulu objecter que dans cette seconde option les travailleurs étaient libre de cesser du jour au lendemain de travailler en manufacture, mais lorsqu'on leur posa la question, ces derniers répondirent que s'ils quittaient la manufacture, ils en reviendraient au travail solitaire d'autrefois, que cela était moins productif et que la société serait donc moins riche. On en resta donc à un développement du travail en collectif sous la forme d'un salariat au profit d'un propriétaire par manufacture. On s'aperçut qu'il fallut, pour un travail efficace, qu'il y eut d'un côté des exécutants et des ingénieurs et techniciens de l'autre. On forma des ingénieurs, mais comme tous les individus étaient de compétences égales dans la société, l'idée fut avancée de pousser au maximum la formation de tous les individus; bref, puisque tout le monde avait les capacités d'être ingénieur, tout le monde devrait être au moins formé à ce métier. On proposa aussi qu'il y eut une alternance des tâches entre ouvriers et ingénieurs, puisque tout le monde avait les mêmes capacités, et ainsi on éviterait toute inégalité injustifiée. Mais d'autres répondirent:

« Quel est l'intérêt pour la société de former tous ses individus aux compétences d'ingénieurs, alors que nous savons qu'en permanence il suffit d'une minorité d'individus à ce poste? Nous perdrons du temps en formations inutiles. Quant à l'alternance des tâches, il faudrait qu'à chaque fois où un ouvrier remplace un ingénieur, qu'il réapprenne toutes les informations que l'ingénieur a pu emmagasiner au sujet de l'entreprise, d'apprendre ou réapprendre son fonctionnement, non plus du point de vue d'un ouvrier mais d'un ingénieur. Quelle perte de temps en vue! Comment fonctionnerait donc une entreprise qui devrait changer son équipe de techniciens et d'ingénieurs tous les mois, avec au début de chaque mois au moins une semaine où on n'entendrait que des *'ne m'en demandez pas trop, je débute dans ce poste après avoir passé des mois à un métier totalement différent; je dois réapprendre ce que savait mon prédécesseur' ?* »



Comment créer une société inégalitaire...

Il fut donc décidé que des individus seraient en permanence ouvriers, formés pour cela seulement ou pour quelques métiers proches, afin de tirer des avantages de la polyvalence, et que d'autres seraient des techniciens qualifiés, et ce malgré les compétences rigoureusement égales de tous.

+ Peu de temps après, les ingénieurs se mirent, de part toutes les entreprises, à réclamer des salaires plus élevés, à un niveau plus élevé que celui des ouvriers, alors qu'auparavant, comme à l'époque du travail en solitaire, les revenus étaient égaux, chaque individu ayant la même capacité de travail et la même ardeur. Les entreprises qui acceptèrent la hausse attirèrent tous les ingénieurs, et les autres entreprises virent s'accumuler les calamités techniques et furent incapables de suivre les progrès des autres entreprises. Donc toutes les entreprises s'alignèrent sur de hauts salaires sur le personnel qualifié, d'autant plus

acceptable que celui-ci, relativement à la population laborieuse, était minoritaire. Lorsque les ouvriers exigèrent des salaires égaux à ceux des ingénieurs, leurs employeurs se scandalisèrent:

- mais votre travail n'est pas comparable à celui des ingénieurs!!

Ce à quoi les ouvriers répondirent:

- si nous sommes ouvriers et pas ingénieurs, c'est parce qu'on nous a expliqué qu'il était techniquement plus efficace pour la société que certains ne soient formés que pour être ouvriers et d'autres ingénieurs. Nous étions pourtant aussi dévoués que les autres pour être ingénieurs, et en avons les capacités, mais nous, nous avons tiré l'autre numéro. Nous espérons qu'on n'en tirerait pas prétexte pour nous infliger une inégalité de salaires.

-mais tout de même, répliquèrent les employeurs... les ingénieurs font un travail plus dur; si on ne les paye pas mieux, qui voudra apprendre leur métier?

-mais qui vous dit que nous, ouvriers, ne voulons pas apprendre le métier d'ingénieur? Tous les individus, dans notre monde, sont aussi forts, intelligents, courageux les uns que les autres; cependant il faut beaucoup d'ouvriers, et un moins grand nombre d'ingénieurs. Si nous avions tous postulé en tant qu'ingénieurs, la majorité d'entre nous auraient été redirigés vers la catégorie « ouvriers », car il y aurait eu une grande pénurie d'ouvriers, et trop d'ingénieurs.

Les employeurs refusèrent d'entendre ce raisonnement, considérant qu'augmenter le salaire de tous à un haut niveau n'amènerait que l'inflation; il valait mieux réserver cela aux ingénieurs, moins nombreux, qui menaçaient de nouvelles demandes de hausses de salaires si les salaires des ouvriers rejoignaient les leurs, et qui pouvaient plus facilement passer d'une entreprise à une autre que la masse des ouvriers. Les ouvriers grévistes furent licenciés. Après une période de lock-out et licenciements massifs, où la production fut très perturbée, les ouvriers licenciés ont le choix: soit retourner à une activité indépendante, mais elle sera nettement moins productive en moyenne que dans un travail collectif; soit retourner en entreprise, certaines proposant de les réembaucher à un meilleur salaire réel, mais inférieur à celui des ingénieurs. Au final, tout le monde reprit le travail, avec une hausse modique du salaire réel ouvrier, et donc un décalage notable entre ouvriers et ingénieurs.



Si Les inégalités ne viennent pas des qualités innées, d'où viennent-elles?

Ainsi se finit notre abstraction. Nous avons vu comment, dans une société d'individus rigoureusement égaux sur le plan des capacités, tous aussi dynamiques les uns que les autres, des inégalités sociales peuvent apparaître. On peut les maquiller par le fait que « ceux qui sont mieux payés sont ceux qui travaillent le plus, occupent des fonctions de commandement, d'expertise, tandis que les autres sont simplement exécutants »; ce raisonnement néglige totalement le fait que de toute façon, il était techniquement impossible, quelque soient les capacités et la volonté des individus, que tout le monde soit chef d'entreprise ou ingénieur; sinon, qui ferait les ouvriers ? Qu'un individu soit moins rémunéré que les autres parce qu'il n'a pas voulu travailler pour atteindre une fonction que tout le monde aurait pu obtenir, c'est acceptable; mais si maintenant on sait que tout le monde n'aurait pas pu parvenir à cette fonction, peut-on accuser de mauvaise volonté ceux qui ne l'occupent pas ? Et que tout le monde ne soit parvenu au même niveau, quand on sait que les places étaient limitées, signifie-t-il que les individus sont inégaux en capacités ? Même lorsque l'on procède à un concours pour évaluer le niveau respectif des capacités des individus, on n'obtient qu'un instantané de

leurs capacités: ceux qui passent en-dessous de la barre des admis auraient pu réussir à une tentative suivante.

Dans le monde réel, il semble a priori que les individus soient inégaux en capacités. Ceci dit, quel serait le niveau de chacun si on donnait à chaque enfant les moyens financiers et pédagogiques maximums (financement d'études, préceptorat, cours intensifs...) ? Quel serait le niveau de chaque étudiant si ils étaient tous dirigé vers les filières supérieures (un peu comme, dans la simulation, si tous les individus étaient formés aux fonctions d'ingénieurs) ?

Pour en revenir à l'égalité, il faut d'abord convenir que les inégalités sociales sont d'abord fonction de la division du travail qui a toujours des justifications techniques, malgré les changements récents (sortie du taylorisme, polyvalence des salariés, diminution des effectifs des ouvriers d'industrie - compensée par la montée des ouvriers des services -, diminution de la taille moyenne des établissements...). Justifier les inégalités sociales par les différences de capacité des individus n'est pas globalement acceptable, car les capacités des individus ne sont pas développées au maximum, et surtout parce que quand bien même tous les individus seraient parfaitement égaux en capacités, les inégalités pourraient se créer quand même. Mais, plus intéressant, justifier les inégalités par le fait que les professions les plus rémunérées sont les plus difficiles n'est pas forcément valable: de toute façon, tout le monde ne pouvait accéder à ces fonctions; les individus qui ne les occupent pas ne sont donc pas forcément lâches, paresseux ou incapables. Et ils occupent aussi des fonctions sans lesquelles l'économie ne peut fonctionner, voire la société entière.



Selon que vous serez éjectable ou indispensable...

Dans une société marchande comme peut globalement l'être la société française, malgré tous les encadrements instaurés par l'Etat, la rémunération d'un individu correspond grosso modo à son coût d'opportunité, à savoir ce qu'un individu qui vous emploi est prêt à vous accorder, soit parce qu'il ne peut pas plus soit parce qu'il considère qu'au-delà il a plutôt intérêt à ne pas vous embaucher. On pourrait aussi dire: votre rémunération correspond à l'inverse de votre « substituabilité ». On vous paiera beaucoup si on considère difficilement remplaçable, faiblement si on peut vous dire « beaucoup d'autres peuvent prendre votre place ». Pourtant, à bien réfléchir, les ouvriers, collectivement, sont aussi irremplaçables que les ingénieurs, peut-être même plus: nous pourrions vivre dans une société massivement ouvrière, avec un degré technique correspondant à celui du XIXème siècle, où, du fait de l'éducation, on trouverait plus d'ouvriers-ingénieurs; nous reculerions d'un siècle, mais si à l'inverse nous ne gardions que les ingénieurs, il n'y aurait plus d'industrie du tout parce qu'il n'y aurait plus assez de main d'œuvre! On peut dire bien plus de la paysannerie: dans de nombreux pays du monde, la paysannerie, qui est encore une classe importante en effectifs, est la plus misérable. Or, sans elle, le pays crève de faim. A la limite, plutôt un pays d'ouvriers et d'agriculteurs, quitte à revenir au XIXème siècle, qu'une société où il n'y aurait ni les uns ni les autres, et sans avoir les merveilleuses machines qui remplaceraient les hommes aux champs et à l'usine (la classe agricole française ne représente plus que quelques pourcents de la population active, mais sans eux il n'y a plus d'agriculture du tout).

▶ Ce qui explique le faible salaire des exécutants, c'est le fait que, contrairement aux minorités de personnel très qualifié, les ouvriers ne peuvent tous se retirer de l'industrie, car ils en seraient les premières victimes. Le prix d'un individu correspond à la crainte que l'on a de le perdre. On ne perdra jamais tous les ouvriers, et en perdre un seul n'est pas très dommageable pour l'entreprise.

En résumé, nous avons vu que **les inégalités sociales:**

1. **Sont avant tout d'origine technique;**
2. **Ne peuvent se justifier, sur le fond, par les différences de capacités des individus;**
3. **Qu'elles ne s'expliquent pas non plus réellement par les différences de volonté;**
4. **Qu'elles correspondent aux différences d'utilité que représente un individu pour son client ou employeur.**
5. **En bref, que votre niveau social ne correspond pas à la notion très floue de « mérite » tant brandie par les partisans du capitalisme/«libéralisme », mais de la capacité de quelques membres de la société (les employeurs dans le cas le plus courant en France, c'est-à-dire une faible minorité de la population) à se passer de vous.**

▶ Liberté d'entreprendre?

Comment parler du droit universel à la liberté d'entreprendre dans des économies modernes où l'immense majorité de la population active est salariée? Les statistiques sont éloquents : près de 90% de salariés parmi les travailleurs français, près de 80% au Royaume-Uni, plus de 90% aux USA, pays de la « libre entreprise », seule l'Italie fait plus ou moins exception avec 70% seulement... Ce n'est pas un accident. Pour gagner en productivité, il a fallu la concentration des travailleurs, chassés des campagnes par les gains de productivité (qui réduisent les besoins de main d'œuvre agricole), et dont la productivité se trouvait limitée dans le travail artisanal. Pour réaliser ces gains de productivité, il fallait la concentration du travail; ces gains de productivité permettent, du moment que les salariés permettent à leur employeur de réaliser une marge, donc des investissements, et ainsi s'ensuit le développement industriel. Même si nous assistons ces dernières années à une vague de déconcentration du travail (diminution de l'effectif moyen des établissements), et à une tertiarisation des activités depuis des décennies, le taux de salariat ne baisse pas.

+... Aussi, quand la démocratie capitaliste confère à chaque adulte majeur le droit d'entreprendre, il s'agit, en langage marxiste, d'un droit formel; que se passerait-il si la majorité des salariés décidaient d'abandonner leur employeur et de fonder leur entreprise personnelle? Sauf révolution technologique, cette dé-division du travail amènerait la perte des gains de productivité passés, à moins que les travailleurs devenus indépendants n'accroissent largement leur temps de travail, car une fois « indépendants », ils devraient assumer les tâches de gestion, de commercialisation et les tâches administratives qui leur étaient évitées lorsqu'ils étaient salariés et bénéficiaient de la division du travail. Ou alors, il faudrait que ces « indépendants » restent des sous-traitants de leur ancienne entreprise, ce qui leur éviterait de

retrouver de nouveaux clients mais ferait d'eux des « faux-indépendants ». La réalité est que l'immense majorité des travailleurs ne sont pas indépendants, et ne peuvent le devenir. Bien sûr, si l'on compte tous les français qui ont été des travailleurs non-salariés à un moment ou à un autre de leur vie, cela doit représenter plus de 10% des actifs; mais à un moment donné, il est difficilement possible de dépasser le chiffre de 10%.

La réalité, c'est qu'à chaque moment, la « liberté d'entreprendre » est une fausse liberté pour neuf dixièmes des français.

L'exploitation par le marché

Un raisonnement que pourraient tenir les pro-capitalistes quant à la répartition des revenus du capital pourrait être celui-là: « les salaires sont distribués de façon inégalitaire; cela vient du fait que les salariés les mieux payés sont les plus productifs, et ils réalisent donc une plus grande part de la production que les autres salariés. Il est donc normal qu'ils possèdent davantage de parts du patrimoine financier que les autres, et en tirent plus de revenus. Si les revenus du capital sont répartis plus inégalement encore que les salaires, il faut peut-être corriger cela pour que les répartitions des salaires et des revenus du capital soient quasiment identiques, mais les salariés les plus pauvres ne sont donc pas si volés que cela, puisqu'en fait ils sont peu productifs: donc il est normal qu'ils aient une minorité des salaires comme des revenus du patrimoine... ».

Pour répondre à ce dernier raisonnement, il faut élargir la critique de l'exploitation. La critique des revenus de la propriété en tant que tels, dividendes, loyers ou autres, est toujours valable, car la propriété ne justifie aucun revenu. Le fait d'être salarié (donc exploité) et actionnaire (exploiteur) n'absout pas le fait d'être exploiteur. Cependant, les arguments procapitalistes avec le développement de « l'actionnariat salarié » (qui de toute façon ne changera pas la nature du capitalisme) peuvent être renvoyés par d'autres raisonnements. L'argument cité plus haut dit que si les salariés riches sont riches, c'est qu'ils sont plus productifs, et méritent donc une plus grande part du capital. Or, question: les revenus du travail que touche un individu récompensent-ils vraiment sa productivité? Et même si c'est le cas, cela ne crée-t-il pas une inégalité injuste sur le fond entre travailleurs aux compétences et au dévouement égal? Peut-on vraiment parler de la productivité d'un seul individu?



Inégalités dues au marché

Comme nous l'avons vu plus haut, le revenu d'un individu correspond avant tout à la capacité de son client/ employeur à se débarrasser ou non de l'individu en question. Si on peut se passer de vous facilement et vous remplacer, votre salaire est bas, et inversement si vous êtes plus précieux. Ceci dit, on peut toujours dire que si un individu est difficilement dispensable, c'est qu'il est très productif, et ceux qui sont moins productifs sont moins rémunérés. Ou également que chacun touche ce qui correspond à sa productivité. Les cours donnés aux étudiants de première année d'économie (j'y suis passé!) professent qu'un employeur doit, à la marge, équilibrer le coût que lui impose le dernier salarié embauché avec la valeur supplémentaire de production qu'il lui rapporte, en faisant l'hypothèse qu'à chaque fois qu'on

embauche quelqu'un de plus, la hausse de la production sera moindre. Donc, nous dit-on, il est économiquement rationnel que l'ouvrier, qui apporte une faible production supplémentaire, soit faiblement rémunéré. Donc le salaire d'un individu doit correspondre au revenu qu'il rapporte s'il est embauché en dernier, à l'entreprise.

On peut faire remarquer aussi que l'apport d'un individu à une entreprise n'est pas le même selon l'entreprise. Ca, les modèles économiques abstraits le conçoivent parfaitement: si les entreprises d'un secteur peuvent réaliser de grands gains de production avec un contingent supplémentaire d'ouvriers, alors que le même contingent fera faire des performances moindres dans un autre secteur en travaillant le même nombre d'heures, alors le premier secteur pourra et aura intérêt à verser de hauts salaires aux ouvriers, davantage que l'autre. Il en va de même pour les autres professions: deux techniciens, dont les compétences sont légèrement différentes mais demandent le même niveau de sophistication intellectuelle, prêts à travailler autant l'un que l'autre en nombre d'heures et à des tâches également pénibles, sont embauchés dans deux secteurs différents. Dans le premier secteur, le technicien embauché participe à une forte hausse de la production, son salaire est élevé, le secteur recherche des techniciens dans son genre. Dans le second cas, le technicien participe à un secteur où la valeur ajoutée est moins élevée, et où le revenu offert à une seule personne est donc moins élevé que dans le premier. On peut poser la question: pourquoi le technicien dans le second secteur ne va pas dans le premier? Ses compétences ne sont pas les mêmes que celles des techniciens du premier secteur. Pourquoi n'a-t-il pas choisi une autre formation? Primo, il ne pouvait pas prévoir sur l'ensemble de sa carrière l'évolution des rémunérations par secteurs; secundo, le premier secteur paie bien mais n'embauche pas à l'infini, fut-ce en baissant le salaire marginal.


► Autrement dit, deux individus travaillant autant l'un que l'autre à des tâches aussi difficiles mais à deux postes différents dans deux secteurs différents toucheront des sommes différentes. Mais l'individu le moins payé ne peut pas cesser le travail par dépit, car alors il ne gagne plus rien, et en plus la société entière peut se trouver bloquée si un secteur ou un poste dans un secteur cesse le travail. On aurait pu aussi en revenir à la simulation citée plus haut, où des individus de compétences parfaitement égales sont soit ouvriers, soit ingénieurs, parce que l'économie a besoin des deux professions, mais où ceux qui occupent le poste d'ouvriers ne sont pas forcément moins capables ni volontaires que les autres; ils ont été mis à un poste moins productif parce qu'il fallait des gens à ce poste, donc il fallait des gens moins productifs et d'autres plus productifs quand bien même les capacités et le dévouement des individus seraient partout égaux. Mais si un groupe occupant un poste vient à manquer, la productivité globale s'effondre.



La productivité, un fait collectif

Car en fait dans une économie moderne où le travail est collectif, et ce plus encore s'il est basé sur l'information et les connaissances, la productivité est collective; non pas seulement au niveau de l'entreprise, mais probablement de l'économie toute entière. Parler de productivité individuelle n'a pas de sens alors. On peut professer qu'il est normal qu'un individu soit moins payé qu'un autre parce qu'il est moins productif, parce que son apport à la marge à la production de l'entreprise est faible, il n'y en a pas moins escroquerie morale car un individu qui occupe un poste peu productif n'en est pas forcément coupable: la société a

besoin que des gens occupent ce poste où la productivité individuelle est faible, car sinon toute la société s'effondre.

 Un exemple concret: en Inde, on peut trouver des informaticiens de très haut niveau et des centaines de millions de paysans à faible productivité. L'Inde ne pouvant moderniser totalement son agriculture au niveau américain d'une année sur l'autre, elle doit donc garder une immense paysannerie peu productive individuellement. Ceci dit, si les informaticiens indiens cessent tout travail, la croissance économique de l'Inde risque d'en pâtir; si les paysans cessent le travail ou du moins décident de ne nourrir qu'eux-mêmes, des centaines de millions de gens meurent de faim. Les paysans indiens occupent des postes peu productifs mais néanmoins vitaux pour leur pays. Sans eux il n'est même plus question de productivité mais de survie. En nourrissant leur pays, ils jouent donc un rôle fondamental pour la productivité d'ensemble de l'économie indienne. Il n'y a donc pas de productivité individuelle réelle mais seulement apparente, puisqu'un individu placé à un poste peu productif ne s'y trouve pas forcément par incompetence ou paresse mais parce que la société en a besoin; or c'est pourtant la productivité individuelle qui régit les revenus des individus.

Nous pouvons donc répondre aux questions du début: les revenus du travail que touche un individu récompensent-ils vraiment sa productivité? En réalité non, car en fait la productivité individuelle n'existe pas. Cela ne crée-t-il pas une inégalité injuste sur le fond entre travailleurs aux compétences et au dévouement égal? Assurément oui, puisqu'on n'est pas forcément coupable d'être à un poste « sous-productif », car de tels postes devraient être occupés même dans un monde d'individus-clones parfaitement identiques.

-

Égalité ou équité?

Même en se mettant dans la situation où les individus ont les mêmes capacités, les mêmes capitaux de départ, le principal argument pour justifier les inégalités c'est l'ardeur au travail des individus. Comment ne pas vouloir rémunérer plus celui qui travail 80 heures par semaine que celui qui en fait trente-cinq? Puisque personne ne fait la même chose, ne vaut-il mieux pas remplacer la 'ringarde' égalité par un concept qui fait fureur à droite comme dans la social-démocratie, à savoir l'équité? On est ici en plein mythe libéral selon lequel chaque individu choisit son temps de travail.



Choisit-on son temps de travail?

La réalité est différente. Un individu qui travaille 80 heures par semaine le fait parce que c'est inévitable dans sa profession: si les médecins étaient beaucoup plus nombreux, leur temps de travail serait plus faible. Leur temps de travail est surtout dû à leur effectif et au fait qu'ils ne peuvent pas, par déontologie, renvoyer les demandes des patients sous prétexte qu'ils estiment avoir trop travaillé. Les chefs de petite entreprise doivent souvent cumuler des tâches qui, dans une entreprise plus riche, seraient occupées par plusieurs personnes: en plus de leur


activité productive, il doivent assurer la partie vente, comptabilité, approvisionnement, juridique... Donc on peut se poser la question: en réalité, ils sont contraints de travailler beaucoup plus que la moyenne. Étant donné qu'ils remplissent un rôle utile à la société, celle-ci ne devrait-elle pas leur permettre de travailler moins? Des solutions existent pourtant: le reste de la collectivité peut financer des emplois qui soulageraient ces travailleurs d'une partie de leur tâche (par exemple en leur finançant un comptable—expert juridique) et leur permettrait de se concentrer sur leur métier de base sans diminuer leur revenu. Mais l'argument libéral sera ici: « ils ont choisi ce métier, ils assument la durée de travail ». Ce raisonnement, qui ne peut avoir de valeur qu'à l'échelle individuelle (comme tous les arguments « libéraux », quand ils ont une valeur) ne vaut pas à l'échelle collective: que se passerait-il si tous les médecins décidaient que leur métier est trop dur, et qu'ils arrêtaient tous leur activité? La société ne peut l'accepter et serait obligée de mobiliser quand même des professionnels de santé. Au niveau collectif, il faut considérer que certaines professions existent non pas par choix de leurs occupants mais par nécessité sociale. Et là, il faut se poser la question: qu'est-ce qu'une société où certains individus ne travaillent pas, où d'autres travaillent trente ou quarante heures, d'autres quatre-vingt ou plus ?

► On l'a vu au début, on ne peut pas dire « chacun travaille comme il le souhaite », car 1) la société a besoin de certaines professions, ce n'est pas une question de choix individuel; 2) les gens qui travaillent longtemps dans certaines professions sont parfois contraints de travailler longtemps. Donc les gens qui ont de longues durées de travail ne peuvent pas être considérés comme l'ayant librement choisi; de toute façon il fallait qu'il y ait des gens à leur place. A l'inverse, il y a des gens qui ne travaillent pas, et souvent pas par refus de travailler, même si, ne soyons pas angélistes, le refus de prendre un emploi existe aussi. A droite comme à gauche, on pense que si certains ne travaillent pas c'est que ceux qui sont occupés ne veulent pas partager l'emploi avec eux: à gauche, on pense qu'en réduisant la durée du travail, on partagera le travail entre tous; à droite, on pense que si on acceptait une baisse des salaires, chaque chômeur pourrait être embauché.

Le travail est un fait collectif, pas individuel. Donc, dans une société où certains travaillent peu et d'autres beaucoup, on peut penser:

- que les gens qui travaillent beaucoup sont contraints par les autres à effectuer un travail dont une partie pourrait leur être soulagée (les autres se déchargent du travail sur eux); soit au contraire qu'ils refusent de partager le travail avec les autres;
- les individus qui travaillent peu, soient refusent de le faire, soit sont privés de travail par les autres.

Au final, l'argument « on gagne en fonction de ce que l'on a choisit de travailler » ne vaut pas grand-chose. Le travail, étant à la fois collectif et en quantité limitée (même si on peut l'augmenter), doit être partagé.

 Corriger les inégalités de charges de travail?


A la limite, on peut séparer les activités essentielles à la société (santé, logement, biens et services de nécessité...) et le luxe (le reste). On pourrait considérer que le travail dans la première catégorie doit être partagé car d'intérêt collectif, que chaque individu a le droit et le devoir d'y participer: on pourrait établir un standard de temps de travail, et faire en sorte que personne ne travaille nettement moins ou nettement plus (par exemple une moyenne de 40 heures avec des écarts autorisés de 10 heures); ceux qui travaillaient beaucoup plus, étant assez peu nombreux, ont droit à des assistants financés par le reste de la collectivité. De l'autre côté, les activités dites de luxe auraient un temps de travail totalement libre. Ceci dit, cette distinction entre activité de luxe et de nécessité n'a pas de sens, car les gens qui travaillent dans les activités de « luxe » n'ont plus alors la possibilité de travailler dans les activités de nécessité faute de temps, ou alors en cumulant deux emplois. Le plus simple serait alors d'étendre la durée standard du travail à l'ensemble de la société, non pas en interdisant aux gens de travailler plus que la limite autorisée, mais en finançant des auxiliaires à ceux qui travaillent le plus pour arriver, dans les faits, à cet objectif. La question serait alors: faut-il maintenir le revenu des personnes dont on a réduit le temps de travail ? Pour certaines professions où le temps d'étude, la responsabilité professionnelle et l'utilité sociale sont très élevés, comme la médecine, je pense qu'il faut maintenir le revenu et faire financer les auxiliaires uniquement par les autres travailleurs (ce qui, divisé entre tous les individus, donne un coût assez restreint). Pour d'autres professions, on peut envisager la restriction du revenu pour participer au financement des auxiliaires.

Conclusion

Nous avons rejeté les uns après les autres les arguments qui fondent les inégalités de revenus: les inégalités de capacités, de volonté, de temps de travail. Il ne s'agit pas de dire que c'est arguments n'ont aucune validité mais que leur portée est en réalité assez limitée. L'économie moderne est basée sur le partage des tâches, même si la polyvalence du travailleur est aussi un facteur positif de développement. Ceci dit, la complexité et la diversité des tâches augmentant très vite dans les économies actuelles, la croissance du nombre d'individus à compétences multiples a peu de chances de nous ramener vers le producteur solitaire et autosuffisant. La société a besoin que certaines tâches soient occupées, et celles-ci sont rémunérées en fonction de leur productivité individuelle ou marginale, alors qu'en réalité la productivité est un phénomène collectif. La liberté d'entreprendre et donc de s'enrichir par l'entreprise n'est pas accessible à la majorité des gens.

Il ne s'agit pas pour autant d'en venir à une société purement égalitaire. Il faut accepter une certaine dose d'inégalité sociale pour stimuler les individus à prendre certains postes et à faire des études longues; ceci dit, il s'agit plus d'un instrument technique pour la bonne marche de la société que d'une justice morale. De plus, je ne crois pas vraiment en l'argument selon lequel en cas de faibles inégalités sociales, la paresse s'emparerait de la société et l'économie stagnerait. Ce raisonnement droitier se base une fois de plus sur la rationalité individuelle, c'est-à-dire où l'individu considère la société comme une donnée, et agit en conséquence. On peut aussi faire intervenir la rationalité collective, c'est-à-dire où l'individu pense en fonction de son intérêt personnel mais où il se dit que les autres peuvent adopter le même comportement que lui, et envisage les conséquences pour lui et la collectivité. Ainsi, un individu qui vivrait dans une société où il y aurait peu d'inégalités serait peut-être tenté a priori de ne pas faire d'études, de ne pas travailler longtemps; ceci dit, s'il le fait, et que les autres dans la même situation pensent pareil, l'économie sera sous-productive et il pâtira d'un

revenu faible. Il aurait plutôt intérêt à travailler au maximum, ou du moins conséquemment; si la majorité des autres individus raisonnent pareillement, la production globale sera plus élevée, et la distribution étant égalitaire, la part de chacun sera plus élevée.

 Ceci dit, il faut encore pour que ce raisonnement soit valable, que l'individu soit capable de choisir sa durée de travail et ses études. Un ouvrier qui n'a pas pu financer ses études et qui se retrouve face à des offres d'emplois guère plus rémunérés que les minima sociaux n'est pas rationnellement motivé à travailler, car sa durée de travail est limitée, parce qu'il ne choisit pas sa rémunération horaire, parce qu'il vit dans une société inégalitaire où la croissance de l'économie ne lui profitera pas forcément.



L'égalité fait-elle mourir de faim?

Mais si on prend le cas des travailleurs soviétiques, on trouve parfois encore le vieil argument selon lequel le faible niveau d'inégalité et de possibilités de promotions monétaires désincitaient les individus à travailler, d'où une économie sous-productive et des pénuries allant jusqu'au famines. Selon cet argument, le travailleur soviétique était donc quelqu'un qui, à l'usine, ne voulait rien faire (ce qui existait dans une certaine mesure) et qui ensuite se plaignait de ne rien trouver dans les magasins. Bref, il est schizophrène: le minimum de rationalité le mènerait à faire son travail à l'usine, à veiller au bon déroulement de la production et de l'approvisionnement, non pas par patriotisme mais par calcul individuel, pour avoir des biens de consommation en abondance. Puisqu'on est dans une société égalitaire et qu'on ne peut pas accroître sa part relative de la richesse nationale, autant accroître celle-ci. Quant à expliquer les famines par la démotivation, autant expliquer que les paysans se sont affamés eux-mêmes...De tels arguments sur la démotivation mèneraient à qualifier le peuple soviétique de peuple de fous. Il me semble qu'il faille plus situer les causes de la démotivation bien réelle dans l'absence de démocratie: il est impossible de contester à la base les erreurs du Plan, de réallouer les ressources gaspillées, de surveiller l'approvisionnement, d'assigner en justice les responsables administratifs; des millions de travailleurs sont aussi employés en sureffectif dans des secteurs qui ne répondent pas aux besoins des populations (armement, défense...) pour lesquels travailler plus n'apporterait aucun espoir d'une meilleure consommation.



Quelques propositions

Après ces réflexions, on peut dresser quelques éléments de programme pour remédier dans une certaine mesure aux inégalités injustifiées vues plus haut:

- dépistage des retards scolaires et soutien scolaire dès le plus jeune âge pour aboutir à la réduction des inégalités scolaires; cette mesure ne se ferait pas forcément en augmentant le budget de l'Éducation Nationale : une partie des postes de l'Éducation Nationale pourraient être reconvertis dans le soutien, soit au dépens du personnel administratif ou professoraux, le soutien scolaire pour les élèves en difficultés pouvant sembler plus efficace que la réduction de l'effectif des classes redistribution des revenus des parents pour accorder un budget scolaire minimum à chaque élève;

- cotisations de l'ensemble des travailleurs pour financer des auxiliaires pour les travailleurs contraints à des horaires élevés, afin de réduire les écarts de temps de travail; pour les individus privés d'emploi, la politique d'emploi préconisée est présentée à la rubrique Un programme communiste.

- pour les pays en développement qui comptent encore une très forte paysannerie et une classe ouvrière croissante, donc une part importante de la population assignée à des tâches peu productives individuellement mais nécessaires à l'ensemble de l'économie, on peut prévoir une cotisation prélevée par le reste de la population active afin de la redistribuer vers le prolétariat et la paysannerie, en indemnisation des revenus bas que le partage des tâches les contraint à avoir. La redistribution sera versée sous formes de primes à l'unité produite et vendue pour les paysans et l'heure de travail pour les prolétaires, afin de ne surtout pas désinciter au travail. La critique immédiate sera que si on hausse le revenu des paysans, on les pousse à rester davantage dans l'activité agricole, et surtout on risque d'encourager une surproduction, puisque le revenu par unité vendue n'est plus le même pour les producteurs que le prix versé par le client, la quantité que les producteurs seront incités à produire sera supérieure à celle que les clients pourront acheter. La solution à cela sera extérieure aux mécanismes de marché. L'Etat accorde à chaque ouvrier ou paysan qu'il reconnaît comme tel une licence lui reconnaissant sa profession et donc le droit aux primes. Mais dès que l'on s'aperçoit qu'il y a un surnombre de paysans (par la surproduction notamment) des organismes locaux, composés de paysans et non-paysans, auront pour tâche de dissoudre des exploitations agricoles et de retirer leur licence à des paysans; ils ont intérêt à remplir cette tâche, car sinon le pays gâche ses ressources humaines dans un secteur surproductif tandis que d'autres auraient besoin de main-d'œuvre. Pour les prolétaires, le problème n'est pas le même car un surnombre de prolétaires signifie pour eux le chômage et donc l'impossibilité de faire valider des heures de travail. Le fait de disposer d'un revenu plus élevé pourrait permettre aux paysans de moderniser leurs exploitations, un meilleur accès aux soins et à l'éducation, ainsi que la constitution d'une épargne permettant plus facilement un changement de profession.